

Présenté par  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**COMPTE-RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR ESTER EN  
JUSTICE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-7-1 DU CGCT - DÉCEMBRE 2024**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT</a> .....	4
<a href="#">Rendu-compte - Décembre 2024</a> .....	5
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	10

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'usage par la Présidente de la délégation que le conseil régional lui a consenti pour ester en justice, en application des dispositions de l'article L. 4231-7 du code général des collectivités territoriales et de la délibération n°CR 2021-038 du 2 juillet 2021.

La liste des décisions prises sur cette base figure ainsi en annexe au présent rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXE AU RAPPORT**

## **Rendu-compte - Décembre 2024**

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au  
14 novembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2022-000450	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2415723	Région c/ M. X Lycée Victor Duruy à Paris (75)	Requête en référé aux fins d'expulsion de M. X qui occupe indûment un logement de fonction  (Référé mesures utiles)	13/06/2024
E-2024-001147	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2417186	M.X et autres c/ Région Lycée Brassaï à Paris (75)	Mémoire produit par l'avocat de la Région et tendant au rejet de la requête par laquelle les intéressés sollicitent la suspension d'une prétendue décision de refus de les installer, dans le cadre d'un hébergement d'urgence, dans les locaux du lycée Brassaï.  (Référé suspension)	05/07/2024
E-2022-001455	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2213605	Mme X et M. Y c/ Région Rapport n° CP 2022-362	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de Madame X et de Monsieur Y contre le vote de la Commission permanente sur le rapport n° CP2022-362 relatif à l'attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Madame X.	24/09/2024
E-2022-000139	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2200218	Mme X c/ Région Délibération n° CR 2021-080	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de l'intéressée qui demande l'annulation de la délibération n° CR 2021-080 du 15 décembre 2021, en tant que la Région a décidé de subventionner l'équipement en drones de polices municipales.	26/09/2024
E-2023-000838	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL		Mme X et Mme Y c/ Région Délibération n° CP 2023-117	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête des intéressées qui demandent l'annulation de la délibération n° CP 2023-117 du 29 mars 2023, en tant que la Région a décidé de subventionner l'équipement de polices municipales.	26/09/2024
E-2022-000804	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2203170	Mme X et Mme Y c/ Région Délibération n° CP 2022-56	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête des intéressées qui demandent l'annulation de la délibération n° CP 2022-56 du 28 janvier 2022, en tant que la Région a décidé de subventionner l'équipement de la police municipale de Nangis.	26/09/2024
E-2024-001624	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS		Région c/ X	Plainte contre X de l'avocat de la Région des chefs de : - accès et maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat ; - altération du fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en	04/10/2024

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au  
14 novembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				œuvre par l'Etat ; - introduction frauduleuse dans un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat.	
E-2023-000351	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2301235	EIFPAGE ENERGIE SYSTEMES c/ Région  Travaux relatifs au lot n° 5 « électricité – courants forts / courants faibles » de l'opération de démolition, reconstruction du lycée  Lycée Léonard de Vinci, à Saint-Germain en Laye (78).	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de la société demandant la condamnation de la Région à lui verser une somme au titre du solde du marché.	08/10/2024
E-2022-001372	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2213227	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X tendant à faire annuler l'arrêté par lequel la Région a refusé de reconnaître l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle.	09/10/2024
E-2024-001523	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS	N° Parquet 23213000 37	Région c/ X	Conclusions de partie civile produites par l'avocat de la Région sollicitant la condamnation de M. X à l'indemniser en réparation du préjudice subi des suites des délits d'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat, d'extraction frauduleuse des données contenues dans un système de traitement automatisé, de collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite, de tentative d'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat.	10/10/2024
E-2024-001340	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2420461	Société SARMATES c/ Région  Lot n°2 de l'accord-cadre n°1800536R-02 relatif aux travaux de serrurerie et de métallerie dans les lycées, les îles de loisirs et les autres bâtiments dans les départements des Yvelines, des Hauts de Seine, de Paris, du Val d'Oise, de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de la société qui sollicite le versement d'une provision au titre de factures prétendument impayées.  (Référé provision)	11/10/2024

## Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 14 novembre 2024

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
			et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne		
E-2024-000967	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	2414811	Région c/ Mme X  Lycée Romain Rolland à Goussainville (95)	Requête en référé aux fins d'expulsion de Mme X qui occupe indûment un logement de fonction  (Référé mesures utiles)	14/10/2024
E-2023-001136	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2306641	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X tendant à faire annuler l'arrêté portant application d'une sanction de révocation.	17/10/2024
E-2024-001637	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2413443	Société BIOLAB c/ Région  Lots 1 et 2 du marché public portant sur la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en œuvre de mobiliers d'ateliers et de laboratoires destinés à ses établissements publics.	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de la société BIOLAB qui demande au juge d'enjoindre à la région de procéder sous astreinte au mandatement de factures.  (Référé mesures utiles)	21/10/2024
E-2024-001713	TRIBUNAL JUDICIAIRE BOBIGNY	N° DE PARQUET DE: 2301000037	Région c/ X	Conclusions de partie civile produites par l'avocat de la Région sollicitant la condamnation solidaire de personnes physiques et morales à l'indemniser en réparation du préjudice subi des suites des délits de détournement de fonds publics, recel et blanchiment.	22/10/2024
E-2024-000155	TRIBUNAL JUDICIAIRE BOBIGNY	DE	Région c/ X	Dépôt de plainte de la Région pour tentative d'escroquerie, faux et usage de faux.	28/10/2024
E-2023-000774	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2305664	LEON GROSSE ELECTRICITE MAINTENANCE C/  Lot n°5 Electricité - courants forts / courants faibles – Photovoltaïque dans le la construction de la Maison Ile-de-France à  Cité Internationale universitaire de Paris (75).	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de la société tendant à faire condamner la Région à lui payer une indemnité au titre de l'allongement de la durée du chantier et de travaux supplémentaires.	04/11/2024
E-2021-000088	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	24PA02760	Mme X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région et tendant au rejet de la requête d'appel de Mme X qui demande l'annulation du jugement rejetant sa demande de condamnation	07/11/2024



Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au  
14 novembre 2024

---

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				de la Région à l'indemniser des préjudices prétendument subis quant à ses conditions de travail.	
E-2020-001204	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	24PA01968	M. X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de Monsieur X dirigée contre le jugement portant rejet de sa requête tendant à l'annulation de son compte rendu d'évaluation professionnelle au titre de l'année 2019.	13/11/2024

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 18 DÉCEMBRE 2024**

COMPTE-RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION  
POUR ESTER EN JUSTICE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-7-1 DU  
CGCT - DÉCEMBRE 2024

Le conseil régional d'Île-de-France,

**VU** l'avis de la commission de l'administration générale ;

**VU** le rapport n°CR 2024-062 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**